

La langue en chantant et en dansant



Dans le cours de base de l'école de quartier d'Oberriet (SG), les élèves apprennent aussi l'alphabet manuel.

Photo: mäd

Intégrer socialement les demandeurs d'asile est un gros défi pour les communes. La langue est la clé de l'insertion sur le marché du travail. De nombreux demandeurs d'asile ont toutefois de la peine à suivre des cours de langue traditionnels. Des communes saint-galloises misent avec succès sur un modèle que le Liechtenstein a testé dans l'enseignement de l'anglais. Depuis 2017, l'as-

sociation Trägerverein Integrationsprojekte St.Gallen (TISG) à laquelle appartiennent les 77 communes du canton a mis sur pied près de 50 écoles de quartier qui dispensent en peu de temps des premières bases d'allemand, selon le concept du Liechtenstein Languages (LieLa). Malgré de petits groupes d'élèves et quelque 1300 heures d'enseignement, 80% des réfugiés n'attei-

gnaient auparavant pas les objectifs fixés. «Cela causait de l'insatisfaction et des coûts élevés pour les communes», relève Roger Hochreutener, directeur de la TISG et président de la commune de Eggersriet (SG). LieLa convainc par sa simplicité et ses résultats rapides. Le cours de langue est adapté à toutes les personnes, peu importe leur origine ou leurs compétences linguistiques. Les analphabètes peuvent aussi le suivre avec succès. La lecture et l'écriture sont des éléments accessoires dans le cours de base. On chante, on danse, on peint et on joue la comédie dans les classes. Le succès est remarquable. Après trois jours, les participants peuvent déjà comprendre et utiliser de premières phrases. L'objectif de la TISG est d'ouvrir d'ici 2019 des écoles de quartier dans les 77 communes saint-galloises.

TISG

Traduction: Marie-Jeanne Krill

Infos:

www.quartierschule.ch, www.liela.li

S'épanouir plutôt que s'épuiser

Le Service social de Dietikon (ZH) suit des chemins inhabituels dans un domaine professionnel difficile. Grâce à une psychologie positive, les forces sont davantage mises en avant que les faiblesses, tant au niveau de la direction que de l'équipe et des bénéficiaires de l'aide sociale. Liliane Blurtschi, directrice du département social, a suivi une formation continue en psychologie positive et en «positive leadership». Ses 60 collaborateurs ont ensuite tous effectué un «Positivity-Training» chez Alexander Hunziker, professeur d'économie du bonheur et d'économie comportementale à la Haute école spécialisée bernoise. «De nombreux dirigeants pensent intuitivement qu'ils devraient davantage se focaliser sur les forces et les aspects positifs», souligne le professeur. Mais au quotidien, cela n'est pas si facile à appliquer. Il y a des centaines de méthodes pour trouver des erreurs. «Dans la gestion positive, il s'agit d'utiliser des instruments permettant d'identifier et d'encourager les forces.» La convention d'objectifs conclue avec le client met



Le Service social de Dietikon emprunte de nouveaux chemins. La responsable Liliane Blurtschi applique la psychologie positive de manière systématique.

Photo: Bettina Diel

aussi les aspects positifs en avant. Elle contient dorénavant des points comme: «Je suis...», «Je peux...» et «Le bonheur signifie pour moi...». Les obstacles qui entravent l'intégration professionnelle ne sont pas passés sous silence mais prennent moins de place. Sandra Walther, responsable du secteur conseil au sein du Service social, admet qu'il est

inhabituel de questionner les clients sur leurs talents et leurs rêves. «Mais nous recevons ainsi des informations qui seraient restées cachées autrement», argue-t-elle. Le travailleur de la construction en fin de droit qui adore jardiner. Voilà sur quoi on peut se baser pour la réinsertion, selon Sandra Walther, car il y a là de la passion. SW/MJK

Le potentiel du tourisme

Que ce soit dans la cuisine d'un hôtel, à la réception ou dans le service, la branche du tourisme offre des emplois variés avec des exigences différentes. Dans le cadre d'un projet, la Haute école spécialisée de Lucerne a testé le potentiel de ce secteur pour des gens souffrant d'un handicap. «Il y a, dans presque tous les domaines touristiques, des possibilités d'intégration pour des gens atteints dans leur santé», relève Barbara Rosenberg-Taufers, du département d'économie de la HES. Elle dirige le projet de recherche avec Widukind Zenker, du département de travail social. Pour cette étude soutenue par le Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées BFEH et la Fondation UBS pour le domaine social et la formation, l'équipe de recherche a mené plus de 70 interviews. Elle a interrogé des travailleurs, handicapés ou non, des cadres, des «job coaches», des services de placement ainsi que d'autres expertes et experts. Les résultats obtenus ont servi de base pour développer le site Internet «www.tourismus-mitenand.

ch». Celui-ci contient des textes et des vidéos sur des professions sélectionnées ainsi que sur le travail quotidien. «Des entreprises apprennent ainsi comment des personnes handicapées travaillent. Et des travailleurs avec ou sans handicap voient quelles chances et défis se présentent dans différentes entreprises», note Widukind Zenker. Le site fournit également des informations sur le marché du travail et les offres de soutien, des liens vers des services de conseil, etc.

Pascal Zeder

Source: *Magazin der Hochschule Luzern, édition d'octobre 2018*
Traduction: Marie-Jeanne Krill

Un emploi dans l'hôtellerie. Les personnes souffrant d'un handicap trouvent un travail et de la considération, ici à l'hôtel Wasserfallen à Reigoldswil (BL).

Photo: Hotel Wasserfallen



Un salaire à la place de l'aide sociale

Il a plu pendant la nuit. Des grains de pollen jaunes flottent dans les flaques d'eau des rues d'Oberentfelden (AG). Des mouchoirs et des serviettes en papier ainsi que des mégots traînent à côté. Marco B. et Roger G. sont contents de disposer d'une pince pour ramasser ces débris humides. L'homme de 46 ans et son collègue de travail de 35 ans sont à l'œuvre depuis 8 h 00 du matin. Marco B. et Roger G. sont des bénéficiaires de l'aide sociale de la commune d'Oberentfelden. Depuis qu'ils travaillent tous les deux dans l'équipe de littering de la commune, ils touchent un salaire et l'aide sociale est réduite. Le salaire est payé par la commune pendant trois mois. Le montant est couvert grâce à un legs que la commune peut utiliser pour des buts sociaux et d'utilité publique. Les participants obtiennent par ailleurs un contrat de travail ainsi qu'un certificat de travail à la fin de leur engagement. «Un salaire à la place de l'aide sociale», c'est ainsi que s'intitule le projet qui entend rendre des bénéficiaires de l'aide sociale à nouveau aptes



Marco B. et Roger G. touchent des subsides de l'aide sociale. Depuis qu'ils travaillent dans l'équipe de littering, ils reçoivent un salaire de la commune.

Photo: Franziska Scheidegger

à affronter le marché du travail. Roger G. et Marco B. espèrent trouver bientôt un véritable emploi. Franc Schwyter les soutient dans leurs recherches. L'ancien entrepreneur est conseiller et tête créative du projet. Il y a trois ans, l'assemblée communale a clairement approuvé cette initiative. Auparavant, les coûts pour les programmes d'occupation ex-

ternes se montaient à 132000 francs. 18 mois après le lancement du projet, ils ont été ramenés à 7800 francs seulement. Les économies de l'aide matérielle se sont élevées à 40000 francs entre septembre 2016 et avril 2017.

Mireille Guggenbühler/Traduction MJK,
Source: Magazine ZESO, 2/2018